

RÉDACTION
ADMINISTRATION
BUREAU D'ABONNEMENTS
Rue Pépinet, 3.

On s'abonne dans tous les bureaux de poste.
Compte de chèques postaux 11.2.
Les abonnements partent
du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT

Un an 6 mois 3 mois 1 mois
Suisse Fr. 28 — 16 — 8 50 3
Etranger (argent suisse) » 40 — 20 10 50 4 —

(Abonnements pris à la poste, en plus.)
Prix du numéro: Suisse 10 cent. — Etranger 15 cent.

Gazette de Lausanne

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉE EN 1798

ANNONCES:
PUBLICITAS

Société Anonyme Suisse de Publicité
LAUSANNE, rue Pichard, 3
et Succursales, Agences, Correspondants
en Suisse et à l'étranger.

PRIX DES ANNONCES

Canton, Suisse et Etranger : 60 cent.
Régimes : 1 fr. 50

la ligne ou son espace (cote 75)

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis

Lausanne, 4 mai

BULLETIN POLITIQUE

MENACE ENVERS

L'ANGLETERRE

Ce n'est pas sans peine que M. Briand a décidé M. Lloyd George à le seconder dans ses entreprises destinées à faire payer à l'Allemagne ce qu'elle doit. Personnellement, M. Lloyd George comprenait et partageait sans doute l'animosité des délégués français envers un débiteur mille fois solvable et dix mille fois récalcitrant; mais le régime démocratique ne permet pas toujours aux gouvernants de prendre les mesures qu'ils estiment les meilleures. M. Lloyd George a été fortement manœuvré au dernier moment non seulement par les socialistes et les germanophiles sorniois, mais par les « business-men » et les financiers de la Cité de Londres. Ces derniers dont l'influence est énorme au sein du gouvernement anglais ont aujourd'hui toutes les indulgences pour l'Allemagne censément battue et toutes les sévérités pour la France victorieuse et dont la victoire les inquiète.

Cette attitude est-elle très sage et très politique? Il est permis d'en douter. Ces milieux de gens d'affaires où l'intérêt est prédominant devraient tout faire au contraire pour donner satisfaction aux justes revendications de la France. L'Allemagne, en effet, n'a pas abandonné son projet de séduire la France et de conclure avec elle une alliance destinée non seulement à établir en Europe une hégémonie franco-allemande dont les deux pays partageraient les bénéfices, mais destinée aussi à tenir en échec les ambitions britanniques sur le monde entier.

C'était le rêve de Guillaume II et il a trouvé à plusieurs reprises des intelligences parmi les gouvernants français: il se fit de nommer M. Caillaux. Tout le monde sait le revirement auquel il tendait et l'hostilité qu'il marquait à l'Entente cordiale. Il faut que le désir d'un rapprochement franco-allemand basé sur l'intérêt économique et dirigé contre des tiers géants soit bien forte en Allemagne pour que M. Simons ait prononcé la semaine dernière au Reichstag, en un moment où la discorde franco-allemande atteignait son paroxysme, les paroles suivantes: « Il est très regrettable... que le temps ne soit pas encore venu où les deux grands peuples qui, réunis, tiendraient le sort de l'Europe entre leurs mains, reconnaîtront combien ils sont solidaires l'un de l'autre. Ces deux peuples regardent encore trop derrière eux et peut-être s'ils continuent à regarder vers le passé, se sentiront-ils toujours ennemis héréditaires. »

Ces paroles venant après tant d'ouvertures précises formulées dans le passé à l'adresse de la France menaçant tout d'abord les Etats du *Mittel-Europa*. Ils feraient les frais de « l'alliance » franco-allemande. A bon entendeur salue! Tchèque-Slovaques, Roumains et Yougoslaves deviendraient-ils volontiers les vassaux de Berlin au lendemain du jour où ils ont rejeté la vassalité de Vienne? Mais le discours papillard de M. Simons menace aussi et non moins gravement l'Angleterre. Sans doute, la France est fidèle dans ses amitiés et loyale dans ses pactes; mais si elle ne l'était pas et si elle prêtait l'oreille à la Sirène de Berlin, quel désastre n'en résulterait-il pas pour la Grande-Bretagne! Que pourrait l'Angleterre sans ar-

mée contre les deux meilleurs soldats du continent: l'allemand et le français? Il est étrange que, dans leurs rêves dorés, les financiers londoniens n'envisagent point ce risque redoutable.

LA SITUATION POLITIQUE

EN GRÈCE

Comment ne pas compatir à la détresse où la nation hellénique se débat par la faute de ses dirigeants? Comment ne souhaiterait-on pas qu'il y eût quelque chose d'exact dans le bruit qui court et suivant lequel M. Gounaris se rendrait à Londres pour y négocier l'abdication du roi Constantin? Si le roi Constantin a compris enfin qu'il doit se sacrifier, il aura — pour une fois, la première, — bien mérité de la patrie. Quand son peuple, égaré et trompé par les agents monarchistes, le rappela à Athènes il savoura la vengeance, ce plat si bon même quand il est froid; mais « quel triste lendemain suivit le bal folâtre! » Constantin, obligé de conquérir ces territoires qu'on avait donnés à M. Venizélos, échoua piteusement. Ses porte-paroles à Londres avaient magnifiquement annoncé: « Nous serons à Athènes le jour de Pâques. » La Pâque orthodoxe vient d'être célébrée et les Grecs s'éloignent d'Athènes. Les Turcs, au point de vue militaire, paraissent en bonne posture.

A l'intérieur du royaume, le roi Constantin et son entourage d'incapables commettent aussi des fautes. Comment la France n'aurait-elle pas pris ombrage de la glorification de Spyridon Lambros, le ministre responsable du massacre des marins français le 1^{er} décembre 1916? Les Grecs s'effraient de la chute précipitée de leur devise nationale, des sombres perspectives de leur avenir économique. Attendaient-ils de la France qu'elle réchauffât dans son sein le beau-frère de Guillaume II? Avec quelque regret qu'on le dise, il faut dire que les Grecs sont responsables de leurs malheurs.

Et il faut louer les Bulgares de n'en point profiter. Un coup de main bulgare sur la Thrace mettrait le comble au désarroi grec. On est heureux qu'une telle éventualité ne vienne pas ajouter aux complications balkaniques; mais il faut en savoir gré aux Bulgares, encore une fois.

L'opinion européenne assiste avec une vive curiosité au lancement par certains journaux grecs des bruits d'abdication que l'on connaît. Les philhellènes les plus résolus ne pourront aussi bien redevenir complètement philhellènes que le jour où la Grèce sera redevenue venizéliste.

M. M.

Voix britanniques

Londres, 3 mai.

Le Times écrit:

« L'Allemagne comprend-elle enfin que depuis deux ans et demi sa conduite équivaut à un suicide? C'est peu probable, quoique son seul espoir soit d'agir honnêtement à l'égard de ses créanciers et de renoncer à sa tactique de banqueroutier frauduleux. Si elle persiste dans son attitude, elle confirmera les suspicions des Alliés et les contraindra à prendre des précautions pour obtenir le paiement de leur dû. »

« Nous sommes contents, écrit le *Morning Post*, que les Alliés se soient mis d'accord sur une action commune. Les négociations se prolongent sur des questions de détail, mais le fait que l'accord existe sur la principale question qui est d'exiger que l'Allemagne répare et de l'y contraindre, est une bonne nouvelle pour les amis de l'Entente. »

Jean Diebolt s'était détourné:

— Elle avait hâte, expliqua-t-il, comme s'il eût dû la défendre.

Et soudain, irrité contre le valet, qui les avait surpris peut-être:

— Que fais-tu là, fainéant? Je t'attends depuis une grande heure.

Michel ne répondit pas. Sous sa tignasse rousse, ses yeux clignotèrent avec une grimace qui voulait être expressive. C'était un garçon sorniois. Au village, il passait pour un peu faible d'esprit et les filles se moquaient de lui. Pour se venger d'elles, il songeait à faire la cour à l'étrangère. Mais il ne se pressait pas, sûr, le jour où il la voudrait, d'avoir cette bohémienne.

Or, tout à l'heure, il avait vu... Le maître voulait rire, sans doute. Une fille jeune, même laide, vaut toujours un baiser. Michel en riait à son tour:

— Je la plaisanterai ce soir.

Mais il y avait quelque chose, dans l'attitude d'Anne-Marei, qui fit qu'il n'osa lui parler.

Les jours suivants, elle évita de rencontrer Jean Diebolt. A la réflexion, elle s'était épouvantée de sa folie. Comme Michel, elle songeait:

— Rien sûr, il voulait s'amuser.

Elle regretta, trop confiante, de s'être laissée prendre au piège.

— Il n'y pense plus, se disait-elle.

Mais, elle, y pensait sans cesse. Et le soir, dans sa petite chambre, revivait le moment précis, tout ce qu'il avait contenu de trouble, de joie, d'angoisse. Ses joues, d'avoir reposé sur la rude velours fané, en

Lettre de Hongrie

Régénération sociale, économique et financière

Budapest, avril 1921.

Le tableau que brossent à l'étranger de la Hongrie certains milieux hostiles au régime actuel, s'il n'a rien d'une photographie authentique, ne manque du moins pas d'imaginer. A les en croire, c'est la terreur blanche qui fait loi, c'est la dictature de l'armée la plus absolue, l'anti-sémitisme le plus illégal.

Pour quiconque toutefois se rend sur les lieux mêmes, il est bientôt clair que ces diverses assertions sont de pures calomnies tendancieuses; les nombreux épouvantails qu'on coutume d'agiter les socio-communistes, les maîtres d'hier, font tout au plus honneur à leur esprit inventif. « Regardez, examinez bien de quoi il retourne chez nous, disent les Hongrois à celui qui parcourt leur pays, et racontez ensuite ce que vous avez vu: nous ne vous demandons pas autre chose. » Or, c'est en vain que depuis les mois que je suis à Budapest, j'y ai cherché les fameux pogromes et attentats dont on m'avait à Vienne tant parlé; j'ai trouvé dans le petit « royaume sans roi » des bords du Danube un ordre parfait, que pas même le retour de Charles ne put troubler.

Les visées des disciples de Lénine sont donc d'une simplicité grossière; elles consistent à diffamer la malheureuse Hongrie la plus possible aux yeux de l'Europe, pour que cette dernière s'en désintéresse totalement. Leur conception idéale de l'Etat serait ainsi, suivant eux, devenue aussi, à peu de différence près, celle du gouverneur Horthy: à la dictature du prolétariat aurait simplement succédé celle de l'armée, à la terreur rouge à la terreur blanche... En réalité, s'ils poursuivent de leur haine les disciplines militaires de la Hongrie, c'est que ces dernières les empêchent de venir réclamer ici leur règne sanglant, et leur inspirent une terreur, qui n'est ni blanche, ni même rouge, mais bleue.

Quant à l'antisémitisme, qu'il existe dans le cœur du Magyar, il serait puéril de vouloir le contester. De tout temps l'élément juif fut antipathique; un ancien ministre, M. de Pehard, actuellement secrétaire d'Etat, me racontait d'autre part que sur les vingt-cinq commissaires du peuple pendant la commune vingt-quatre étaient de race juive, « et si le vingt-cinquième fut un chrétien, continuait-il avec son bel humour habituel, c'est sans doute qu'il fallait quelque chose pour signer le samedi les décrets! » Le lecteur comprendra dès lors que le rôle joué par quelques enfants de Juda ait fait grandir encore l'innimité séculaire; je ne connais pas de cas pourtant où ces sentiments hostiles se soient traduits par des actes.

Le bolchévisme et le désordre, ici, n'ont plus rien à chercher maintenant: le Hongrois sait pour y avoir goûté ce que valent les théories de Lénine. Si le misérable Bela-Kun s'avisaient de revenir, s'écarter n'importe quel paysan, nous aurions tôt fait tout et mon valet de le pendre haut et court devant notre ferme. Le nom de Karolyi, lui-même, qui fut autrefois l'un des plus grands de la Hongrie, est une injure aujourd'hui. On considère le comte Michel, en effet, comme le premier perturbateur de l'ordre, qui livra en outre plus tard la nation aux sectaires rouges. « Il a été traître à ses aïeux, à son nom, à sa caste, à son pays et mille ans passés dans l'Enfer de Dante ne pourraient laver son crime », me disait à son sujet S. E. de Pehard encore dont je parlais tout à l'heure. Le général Surmay, qui fut après le communisme ministre de la défense nationale, me concrétisait au cours d'un entretien la situation par ces quelques mots: « La Hongrie depuis Bela-Kun est à jamais vaincue contre le bolchévisme: l'expérience qu'elle a faite lui

a coûté trop cher pour qu'elle en tente une seconde. »

Par de sages mesures libérales, le gouvernement consolide chaque jour cette œuvre morale contre laquelle les flots de l'anarchie et du communisme viennent déjà se briser. En tête de son programme figure la célèbre réforme agraire qui amena un partage plus équitable des terres, le Parlement, de son côté, vient d'adopter à l'unanimité une série de lois tendant à améliorer le sort du travailleur. Comme on voit, dans la période de transition qu'elle traverse, la Hongrie marche à grands pas déjà vers le progrès social.

De pair avec sa régénération morale, elle poursuit activement aussi son redressement économique et financier. Pour juger des résultats acquis jusqu'à présent, il suffit de se rappeler les ruines que la Fatalité se plut à accumuler successivement sur le malheureux pays. « Les sept mois d'anarchie que nous avons traversés, me disait à ce sujet le distingué comte Apponyi, nous ont causé un dommage plus grand que le cataclysme mondial lui-même et si les Roumains nous délivrèrent du dictateur Bela-Kun, ils exigèrent de nous une rançon terrible: de longs trains chargés de machines et de chevaux prirent le chemin de Bucarest. Mais ce n'était sans doute pas assez encore. Trianon nous arracha — on sait que le comte Apponyi était au traité de paix président de la délégation hongroise — deux tiers de notre territoire et de notre population: par un trait de plume on détruisait notre travail de mille ans... Notre ruine était complète. Nous restions sans machines, sans moyens de transports ni matières premières; nos contrées les plus fertiles ne nous appartenaient plus; toute cette situation misérable provoquait une hausse inouïe des prix ainsi qu'une dévaluation extrême de notre monnaie... Après la signature de ce traité, dont je n'ai moi-même pas voulu prendre la responsabilité, continue le comte, la nation, pendant cinq minutes, donna libre cours à sa douleur et durant ce laps de temps sa vie économique cessa complètement! Puis les locomotives crachèrent de nouveau leurs flots de fumée et recommencèrent à dévorer l'espace. La mort dans l'âme, mais avec courage, la nation s'était remise en marche... »

La tâche de la reconstruction était d'autant plus ardue que les pays limitrophes pratiquaient contre elle un blocus économique qui l'étranglait. Son Altesse l'archiduc Joseph, avec qui j'ai eu l'honneur d'avoir un entretien, me disait à ce sujet, en parlant des nouveaux Etats nés sur les débris de l'ancienne monarchie: « Ces enfants que leur mère, la Hongrie, a nourris de son lait et totalement élevés, se sont tournés une fois grands contre elle; et après l'avoir déchirée, ils essaient encore de lui enlever toute possibilité d'existence. »

Le labeur intensif de chacun pourtant ne devait pas rester sans résultats: au cours des cinq dernières semaines seules, on a pu enregistrer une baisse moyenne de 25% sur le coût de la vie. Et ceci explique les bonds qu'exécute la couronne hongroise dans les différentes bourses; à mesure que la situation ici s'améliore, elle gagne des points sur le marché mondial.

Son assainissement financier, la Hongrie le doit en grande partie aussi à son nouveau ministre des finances, Roland Eugadus; détail intéressant, ce dernier fut au moment critique porté, quoique libéral, par les deux partis conservateurs! Le ministre a bien voulu me donner lui-même quelques renseignements sur le vaste programme financier qu'il a élaboré. « Au mois de décembre dernier, lorsque j'entraî en charge, me dit-il, la couronne autrichienne primait la nôtre. En trois mois nous l'avons devancée et l'on paie aujourd'hui à Vienne 120% d'agio pour la couronne hongroise. Voici brièvement quelle fut ma ligne de conduite. Alors qu'à l'heure actuelle, l'Autriche imprime chaque mois encore pour quelques milliards de nouveau papier-monnaie, nous n'avons plus depuis que je suis mi-

nistre, émis un centime sans la couverture légale. Pour faire dès lors face à nos besoins, j'ai exigé de la nation des sacrifices considérables: j'ai relevé les taxes, les monopoles et créé de nouveaux impôts inconnus jusqu'ici, même à l'étranger. Les hommes en âge de servir pendant la guerre, pour ne citer qu'un exemple, qui n'aurait pas été appelés sous les drapeaux, seront soumis à une taxe spéciale, variant suivant la fortune et l'endroit où ils se trouvaient alors et pouvant aller jusqu'à sept millions; si toutefois un membre de leur famille est tombé au champ d'honneur, cet impôt du sang doit les exonérer complètement... J'ai simplifié, en outre, notre lourde et surannée machine d'Etat: sur 16 ministères, il nous en reste 9, sur les sept secrétaires d'Etat, nous n'en avons plus qu'un seul. Partout l'économie la plus stricte fut donc notre mot d'ordre et c'est ainsi que je parvins à rétablir notre équilibre financier: mars en effet a été le premier mois depuis la guerre pendant lequel nos recettes aient couvert nos dépenses. Ce fut là mon premier pas.

Vous savez maintenant, continue le ministre, qu'en mai nous allons séparer notre système monétaire de celui de l'Autriche (1). Après la liquidation de la Banque d'Etat austro-hongroise, je créerai ici un institut d'émission, placé sous le contrôle d'une commission parlementaire. J'attends beaucoup, et les sphères économiques avec moi, de cette future organisation: j'espère que jusqu'en mai la couronne sera à trois et, si la récolte est bonne, peut-être à cinq en automne. Telle sera notre deuxième étape.

Notre entrée dans l'Union latine constitue le dernier stade de mon programme. Le système de la couronne, en effet, ne peut que compliquer aujourd'hui les transactions internationales des Etats indépendants de l'ancienne monarchie, leurs monnaies étant toutes différemment cotées; dans un avenir plus ou moins proche ils seront donc forcés d'adopter le franc. C'est là d'ailleurs pour moi le but idéal vers lequel je me dirige, et qui marquera la fin du processus de notre réorganisation financière.

Grâce au patriotisme ardent de ses enfants et à leur travail intensif, la Hongrie, comme on voit, reconstruit peu à peu sa maison dont seuls les fondements subsistaient encore; si le change d'un pays est le thermomètre de sa santé, on doit augurer de la courbe ascendante que dessine la couronne de Hongrie, que sa régénération sociale, économique et financière est en bonne voie. Déjà quelque bleu apparaît dans son ciel jusqu'ici noir de nuages. Après avoir été agitée longtemps dans la mer des tempêtes, elle semble devoir voguer sur un Océan plus pacifique! Elle double pour le moins aujourd'hui le Cap-de-Bonne-Espérance...

A. EXHENRY.

(1) On sait qu'actuellement l'ancienne Banque d'Etat austro-hongroise imprime encore les billets de l'Autriche allemande, de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, qui ne diffèrent entre eux que par l'estampille.



On peut s'abonner à la

Gazette de Lausanne

soit à l'édition du matin, soit à l'édition de midi, pour le prix de:

	Suisse	Etranger
1 mois	3 fr.	4 fr.
2 mois	6 fr.	8 fr.

Les abonnements partent de n'importe quelle date. (Compte de chèques postaux 11.2.)



te de ces bohémienne dont l'amour s'est

attisé au soleil rouge des chemins.

Le lendemain, Anne-Marei était descendue à l'aube. On avait fait la lessive. Sortant le linge des corbeilles, la jeune fille l'étendait sur des cordes, dans le verger.

La brise, un peu aigre encore éployait comme des voiles les serviettes, les nappes à linge. Les draps mouillés claquaient au vent marqués d'initiales diverses. Quelques-uns, les plus neufs, étaient ceux de la jeune morte, puis de la mère, de l'aïeule. Quatre générations de femmes avaient filé au rouet la poupe de chanvre gris; jeunes filles, dans la trame souple, avec la lettre en coton rouge, elles avaient brodé leur rêve; plus tard, usés leurs yeux, le soir, au patient raccommodage. Bonnes ménagères, elles étaient fières de voir les piles égales monter dans les armoires, y serraient un brin de lavande, la touffe de mélilot qui sèche aux pils de la toile.

Depuis six mois, et bientôt plus, qu'elle était dans la maison, Anne-Marei y devenait familière avec toutes choses. Elle savait que le beau linge luisant damassé venait du trousseau de la Mère-Effel. La grand-mère Goll fila ces torchons à carreaux rouges rudes, et qui se tenaient tout droits, avec des cassures. La fille déparpillée, datait de plus loin, de l'aïeule. En 1814, pendant l'invasion, on avait dû sacrifier les douzaines alors intactes pour faire de la chandaille. Anne-Marei filait de la main la belle toile, fraîche au toucher, l'assujettissant sur la corde avec les agrafes de bois.

(A suivre.)

FEUILLETON DE LA
GAZETTE DE LAUSANNE

Anne-Marei

par
MARIE DIEMER

(Tous droits réservés)

19

Ils ne s'embrassèrent point; mais ils demeurèrent se tenant par les épaules, dans une longue étreinte farouche. Et ils tremblaient comme les arbres courbés par le vent d'orage, sous le grand soufflé du désir qui les unissait ainsi. Ils ne surent pas des instants qu'à grands coups battaient leurs cœurs. Ce fut Anne-Marei qui, l'une ouïe plus fine, entendit venir le char. L'essieu grinçait, les sabots du cheval heurtaient la pierre. Il montait, tout proche, au dernier tournant du chemin.

Alors elle se dégagea, d'un geste brusque, malgré Jean qui, pris du vertige d'amour, ne savait plus qu'elle au monde.

— Laisse-moi, dit-elle, on nous voit.

Elle s'enfuit en courant, droit devant elle, dans les broussailles, y meurtrissant ses mains nues.

Michel arrêta l'attelage. Il mit la main à son front, pour mieux y voir, dans le soleil. Puis il dit:

— N'est-ce pas la Mère, qui se sauve là-bas, sous les lauzes?

publie l'a fréquentée et l'on me dit que la vente a été fructueuse.

L'Albanie française qui, l'an dernier, a coté à l'abri du nombre de ses membres, déploie une activité redoublée. Depuis qu'elle est logée dans son immeuble du Zeltweg, elle a pu, à côté de ses salles de bibliothèque et de réunion, héberger la Société des Alsaciens-Lorrains, les Etudiants français et les Bellettrins zürichois. Cet hiver elle a institué des cours de français à l'usage des enfants et un cours de littérature française qu'a donné Mme Piccard-Denis, agrégée de l'Université de France. Je vous ai entretenu, au fur et à mesure qu'elles se sont produites, des belles conférences de MM. les professeurs Denis et Lichtenberger, des hommes de lettres Duhamel et Paul Gerdly et tout récemment du général Aubier. Hier c'est le Consul général de France, M. René Risthelhuber qui a fait une causerie très attrayante sur la Syrie.

Personne n'était mieux qualifié que M. Risthelhuber pour parler de ce pays où il a été plusieurs années Consul de France. En outre, M. Risthelhuber est l'auteur d'un remarquable ouvrage publié chez Alcan en 1918, *Traditions françaises au Liban*. Tout récemment il a fait paraître une brochure *Louis XIV et l'Eglise des maronites à Alep* (1). Aussi son exposé, illustré de projections lumineuses a été fort vivant. Il nous a montré les étroits rapports qui existaient entre ce coin de terre asiatique et la France, depuis les Croisades; il a décrit le pays et les habitants et fait leur histoire. A la fin il a montré l'œuvre admirable accomplie par le général Gouraud depuis que la France a un mandat sur cette contrée. Un très nombreux auditoire n'a pas ménagé ses applaudissements à M. Risthelhuber qui a parlé en historien, allant droit au fait. C'est ce qu'aime notre public zurichois.

A. G.

(1) Paris, Edouard Champion, 1921.

Les réparations

AU CONSEIL SUPREME:

LES DERNIERES DECISIONS

Londres, 2 mai.

La séance du Conseil suprême de lundi soir a duré près de quatre heures. L'accord s'est établi sur les dispositions essentielles d'une résolution qui sera arrêtée demain matin.

Cette résolution comprendra d'abord le rappel des manquements de l'Allemagne à ses obligations en ce qui concerne le désarmement, le jugement des coupables et les dispositions spéciales pour le paiement de douze milliards de marks ou à l'échéance du 1er mai.

La résolution déclarera ensuite que les Alliés sont en conséquence fondés à prendre immédiatement les mesures suivantes:

1. Les puissances alliées décident de prendre toutes les mesures militaires en vue d'une occupation de la vallée de la Ruhr, au moyen des forces alliées sur le Rhin, et, dans ce but, de commencer immédiatement l'appel et la concentration des contingents français supplémentaires jugés nécessaires.

2. Afin de ne pas s'écarter de la scrupuleuse observation du traité, les gouvernements alliés invitent la commission des réparations à fixer, sans délai, sur les bases de l'art. 233 du traité les modalités de paiement de la dette allemande et à en donner notification au gouvernement allemand, en même temps que du montant total de cette dette, dans un délai maximum de quatre jours, c'est-à-dire avant le 7 mai.

Dans ce même laps de temps, les gouvernements alliés notifieront à l'Allemagne les garanties jugées par eux nécessaires. Pour assurer l'exécution de ses obligations, ils lui adresseront une sommation d'avoir à procéder au jugement des coupables et à terminer son désarmement dans les six jours qui suivront, c'est-à-dire le 13 mai. L'Allemagne pourra faire connaître valablement son acceptation à réserve des dispositions et décisions notifiées tant par la commission des réparations que par les gouvernements alliés.

Si l'Allemagne refuse de se soumettre, l'occupation de la vallée de la Ruhr, dont la préparation aura été poursuivie sans interruption, et achevée pendant cette période, s'effectuera immédiatement et automatiquement dès le 17 mai. Elle ne cessera qu'après que l'Allemagne aura accompli toutes ses obligations.

Le seul point encore en suspens a trait aux garanties en dehors du paiement immédiat d'un milliard de marks or, qui constituait la réserve de la Reichsbank et de la mobilisation des valeurs étrangères que possèdent les nationaux allemands. La délégation française, pour garantir le paiement des onze milliards restants, a demandé l'institution, à Berlin, d'une commission chargée de surveiller toute l'exécution du traité, et elle fait de la création

de cet organisme une condition sine qua non.

Du côté anglais, on manifeste une opposition marquée contre cette innovation, à laquelle on reproche de trop ressembler à la commission de la dette ottomane.

LES CLAUSES ECONOMIQUES

(Sp.) Londres, 3 mai.

De l'envoyé spécial de l'agence Havas: La partie économique de la résolution soumise à l'examen des experts déclare que le paiement de la dette allemande sera effectué au moyen de l'émission et de la livraison à la commission des réparations d'obligations de 3 catégories que nous avons déjà indiquées.

L'Allemagne devra accepter de consacrer chaque année à l'extinction de sa dette par amortissements:

1. Une somme de 2 milliards de marks or.

2. L'équivalent de 25 % de ses exportations.

Elle devra verser dans un délai très court 150 millions de marks en or ou en devises étrangères et 650 millions de marks or dans les trois mois.

Le projet prévoit ensuite l'institution, sous le contrôle de la commission des réparations, de la commission de garantie, à laquelle se trouveront représentées toutes les puissances alliées, y compris les Etats-Unis d'Amérique. Une représentation des Etats neutres qui auraient souscrit aux obligations allemandes est également prévue. L'Allemagne pourrait apporter en outre des prestations en nature et en main-d'œuvre pour assurer le relèvement des régions dévastées. Leur valeur serait portée à son crédit.

L'avantage de ce projet, ajoute l'envoyé spécial de l'agence Havas, est d'assurer la mobilisation de la dette allemande sous forme d'obligations du Reich, présentant des garanties et pourrout être mises sur le marché mondial. Ces obligations pouvant être placées chez les neutres, l'Allemagne deviendrait ainsi responsable de sa dette non plus seulement envers les Alliés mais envers tous les souscripteurs de ses obligations. Si donc l'Allemagne fait défaut à ses engagements, elle compromettra irrémédiablement son crédit dans le monde.

L'ABSTENTION DES ETATS-UNIS

Washington, 3 mai.

Voici le texte de la réponse de M. Hughes au Dr Simons:

« Le gouvernement américain a reçu le memorandum au sujet des réparations remis par le Dr Simons au commissaire des Etats-Unis le 24 avril. En réponse, le gouvernement américain déclare se trouver dans l'impossibilité d'arriver à la conclusion que ces propositions fournissent une base de discussion acceptable pour les Alliés. Ces propositions ne peuvent être prises en considération. En conséquence, le gouvernement des Etats-Unis, réitérant son désir d'un prompt règlement de cette question vitale, recommande fortement au gouvernement allemand de soumettre immédiatement et directement aux gouvernements alliés des propositions claires, nettes et adéquates qui, sous tous les rapports, répondraient à ses justes obligations. »

LE RAPPEL DE LA CLASSE 19

Paris, 2 mai.

L'exécution de l'ordre de rappel de la classe 19 a commencé ce soir, à 10 h., dans les régions intéressées.

LA HAUTE-SILÉSIE

Berlin, 3 mai.

(Wolff.) La Gazette de Voss apprend que le propriétaire de la grande entreprise de charbon, M. Wilhelm Wollheim, et le conseiller de justice Edouard Alrnold, ont été appelés à Londres pour soutenir le point de vue exprimé par l'ambassadeur d'Allemagne à Londres dans son exposé sur l'indivisibilité de la Haute-Silésie.

France

LES ELECTIONS LEGISLATIVES

Saint-Brieux, 2 mai.

Voici les résultats des élections législatives des Côtes-du-Nord: Sont élus: de la liste de représentation professionnelle, MM. Leguen, de Kérenflec, Cuven et Thomas. De la liste républicaine, M. Gallou.

Beauvais, 2 mai.

Voici les résultats des élections législatives: Sont élus MM. Desgrugues et Schmidt, de l'Union des gauches.

LES CONSEILS GENERAUX

Paris, 3 mai.

(Sp.) Lundi se sont ouvertes dans toute la France les sessions des Conseils généraux. Dans leurs discours d'ouverture, les présidents des Assemblées, parmi lesquels plusieurs anciens ministres et de nombreux parlementaires, ont adressé à MM. Millerand et Briand un témoignage d'absolue confiance dans leur politique extérieure. Ils ont affirmé en termes énergiques que le pays tout entier est derrière le gouvernement pour exiger des Allemands avec une inflexible rigueur, les justes réparations qui constituent, pour la France, la

base de son relèvement économique. Ils ont félicité le gouvernement de sa décision de recourir à des sanctions contre le débiteur récalcitrant et de mauvaise foi et l'ont engagé à persévérer dans cette fermeté. Ils ont rendu hommage aux Alliés, sur l'esprit de justice desquels ils comptent pour collaborer et mettre sans délai à exécution les mesures nécessaires. Ils ont évoqué la mémoire des soldats français, anglais, belges et italiens ensevelis dans la terre française et ont exprimé l'espoir que leur douloureux appel ne sera pas entendu en vain.

Italie

LA LUTTE ELECTORALE

Milan, 3 mai.

Les journaux annoncent que la réunion du conseil national du parti socialiste a été fixée au 5 mai. La direction du parti, dans un communiqué, souligne l'importance de la réunion de laquelle dépendra la participation à la lutte électorale du 15 mai ou l'abstention du parti.

L'Avanti publie journellement des manifestes invitant les socialistes à venir en masse au scrutin.

Le Corriere della Sera reproduit le bruit selon lequel la direction du syndicat des cheminots aurait décidé de proclamer la grève générale des cheminots pour les 14 et 15 mai si les socialistes s'abstiennent de participer à la lutte. Le gouvernement prendrait des mesures contre cette tentative.

UN TRIOMPHE MUSICAL

Rome, 3 mai.

A l'occasion de la première représentation de l'opéra de Mascagni *Petit Marat*, joué au théâtre Costanzi et dirigé par l'auteur, le public a fait des ovations enthousiastes à Mascagni et réclamé l'hymne royal, qui fut joué sous sa direction au milieu de vives acclamations.

Grèce

Constantin abdiquerait

Belgrade, 2 mai.

On apprend que le gouvernement grec aurait porté à la connaissance du gouvernement britannique que Constantin accepterait, si son abdication était jugée utile, de se démettre de tous ses droits à la couronne, en faveur du diadoque.

Le gouvernement hellénique aurait demandé la médiation de l'Angleterre pour mettre fin au conflit avec les Khémalistes.

Les propositions d'Athènes porteraient: 1. Evacuation de l'Asie-Mineure par les troupes grecques; 2. Smyrne et son hinterland reconnus autonomes seraient placés sous le contrôle de l'Angleterre, de la France et de l'Italie; 3. Les droits des ressortissants grecs restés en Asie-Mineure seraient garantis par trois puissances; 4. La Grèce abandonne aux grandes puissances le règlement de la question de Constantinople et des détroits; 5. Les droits de la Grèce sur la Thrace et les îles seront maintenus.

Haute-Silésie

L'ALLEMAGNE LA RECLAME

SANS PARTAGE

Berlin, 2 mai.

Le gouvernement demande au Conseil suprême qu'on lui reconnaisse la totalité de la Haute-Silésie. L'Allemagne s'engage, en échange, à intensifier avec ses capitaux, ses machines et ses ouvriers, l'exploitation du bassin minier de Dombrowa et à réserver à la Pologne le bénéfice de cette exploitation.

Oppeln, 2 mai.

La commission interalliée fait savoir qu'aucune décision n'a encore été prise quant au tracé de la frontière à adopter à la suite du plébiscite de Haute-Silésie.

LES MINEURS FONT GREVE

Beuthen, 2 mai.

Les ouvriers mineurs de la Haute-Silésie se sont mis en grève dans 55 puits sur 62.

On compte environ 190,000 ouvriers mineurs en grève, sur 270,000 que compte l'ensemble des fosses dans le bassin industriel de la Haute-Silésie.

On signale sur tout le territoire plébiscitaire de grands meetings qui, toutefois, n'ont pas été suivis de troubles.

Il semble évident que la grève a son origine dans un article de la *Grenz-Zeitung*, où il était question d'une décision des Alliés prise au sujet de l'attribution de la Haute-Silésie.

Berlin, 2 mai.

La commission interalliée a décerné l'état de siège en Haute-Silésie. La Gazette de Voss annonce que les mines où les ouvriers sont en grève, sont occupées par les troupes alliées.

CONFEDERATION SUISSE

MUSEE NATIONAL. — Le Musée national à Zurich, ouvert le 4 mai de 10 heures à 1 heure, sera fermé le jour de l'Ascension, allemand à Varsovie.

Le prix de la vie

Bâle, 2 mai.

Les constatations de l'Association des sociétés suisses de consommation sur le niveau du prix de la vie le 1er avril 1921 indiquent un nombre indice de 2460 fr. 28 contre 2493 fr. 80 au 1er mars, soit une diminution de 33 fr. 02 ou 1.32%. La diminution est de 11.83% depuis le 1er octobre 1920.

La baisse des salaires

Zurich, 2 mai.

Il est question de réduire de 30 % les salaires dans l'industrie de la broderie à la navette. La Nouvelle Gazette de Zurich, qui annonce la chose, fait observer qu'il s'agit ici d'une mesure provisoire, introduite déjà au Vorarlberg. Les organisations ouvrières prendront position à ce sujet d'ici au 10 mai.

Elections grisonnes

Coire, 2 mai.

Les élections pour le renouvellement des autorités et du Grand Conseil ont eu lieu dimanche dans les 39 districts des Grisons. Les résultats sont en général conformes aux prévisions. Le parti radical l'emporte avec la majorité. A Coire, dix députés et un juge de district n'ont pas été élus, malgré la liste commune des partis; seuls deux députés candidats du parti radical ont été élus. Il faudra en conséquence procéder à de nouvelles élections.

Relations interuniversitaires

Genève, 3 mai.

L'Université de Genève vient de recevoir la visite de M. Wilmette, délégué officiel du mouvement belge des arts et sciences. Il s'agit d'organiser l'échange de professeurs entre universités belges et celle de Genève et de fixer les conditions d'équivalence pour la scolarité et les examens des étudiants.

Les universités de Lausanne, Neuchâtel et Fribourg étaient représentées.

Le poète Tagore en Suisse

Genève, 3 mai.

Robindranath Tagore, venu en Europe pour gagner des sympathies à l'université internationale qu'il ouvrira en janvier prochain dans le Bengale, donnera deux récitals et conférences à Genève, les 4 et 6 mai.

Touristes d'Amérique

L'agence de Lucerne de la Cunar Line informe récemment le *Luzerner Tagblatt* qu'on pouvait s'attendre pour cet été à une forte affluence d'Américains en Europe. Une année d'été se fera donc promettre.

Mais, d'après le correspondant londonien du *Petit Journal*, l'événement paraît devoir se produire cette saison.

Le nombre des paquebots a augmenté et tous les passages sont retenus jusqu'à fin juin.

« Le plus grand nombre des Américains qui viennent en Europe visitent l'Angleterre avant de parcourir le continent. Ils sont attirés en Grande-Bretagne, en France, en Italie, en Allemagne, en Autriche, par les vieilles choses, par les ruines d'un passé qu'ils n'ont pas chez eux, par des monuments qui témoignent d'une histoire datant de nombreux siècles. »

La Route suisse des hôtels fait remarquer que si les Américains tiennent vraiment à voir des choses du passé, les souvenirs historiques abondent chez nous aussi. Elle fait remarquer avec raison que les Américains ont en Suisse de sérieuses garanties de n'être pas exploités comme ils le sont tout souvent ailleurs. On ne devient pas millionnaire sans avoir calculé. Cette idée que l'Américain « opulent et fastueux », ne demandant qu'à dépenser de l'argent, beaucoup d'argent, dans les palais et les riches magasins d'objets de luxe, est une erreur profonde.

Il y a en effet lieu de croire que si 300,000 Américains viennent en Europe pour la saison d'été, beaucoup d'entre eux satisfieront leur goût du plein air en séjournant dans nos montagnes et nos stations.

NOUVELLES DES CANTONS

BERNE. — Un grave accident s'est produit lundi après-midi, sur le lac de Brienz. Une voie d'eau s'étant déclarée dans une péniche chargée de gravier, l'embarcation a sombré à la hauteur du Trachibach. Des deux personnes qui la montaient, l'une, M. Röstli, a pu être sauvée, mais son compagnon, M. Jäggi, âgé de 40 ans, marié, père de famille, s'est malheureusement noyé.

ZURICH. — Lundi est décédé, après une longue maladie, M. Jakob Lutz, ancien conseiller d'Etat, âgé de 76 ans.

Le Grand Conseil a élu son bureau comme suit: Président M. Kern, démocrate, premier vice-président, M. Robert Schmid, radical, 2me vice-président, M. Lang, socialiste.

LUCERNE. — Le budget municipal définitif prévoit un ensemble de recettes de 8,029,866 francs, avec un excédent de dépenses de 662 francs 82.

CANTON DE VAUD

Grand Conseil

Séance de mardi 3 mai 1921.

Présidence de M. Norbert Bosset, président.

Commission des finances

Le Grand Conseil a procédé à la nomination de la commission des finances. Il y a eu entente entre les groupes libéral et radical, qui portent 6 radicaux, 2 libéraux et laissent un siège à la minorité socialiste; suppléants: 2 radicaux, 1 libéral.

Voici le résultat du scrutin: Bulletins délivrés 172, retranchés 170; majorité 87. Sont élus: MM. Eug. Failletaz (Lausanne), rad.; Paul Pitter (Cossigny), rad.; Louis Raymond (Orbe), rad.; 149; Emile Obrist (Vevey), rad.; 148; de Cœrenville, Max (Lausanne), libéral; 146; Henri Chenaux (Aigle), rad.; 146; Henri Cornaz (Morges), rad.; 146; L. Oley (Moudon), lib.; 140. Le centenaire MM. Lucien Mercier (Lausanne), socialiste, 60; Rapin, 16; divers 1.

L'élection d'un membre de la commission des finances a donné le résultat suivant: Bulletins délivrés 104; retranchés 101; 5 bulletins blancs. M. Lucien Mercier est élu par 65 voix; M. Oscar Rapin fait 16 voix. M. Campiche 6 voix. Nombreux voix éparses.

Sont élus suppléants MM. Alfred Richard (Nyon), rad.; 115; Arnold Campiche (Grandson), rad.; 112; Emmanuel Dubochet (Vevey), lib.; 111. Quelques voix éparses.

Recours en grâce

Ensuite est venu le troisième recours en grâce du détenu Charles Cailliet, qui fut condamné en 1897 à la réclusion perpétuelle pour l'assassinat du laitier L. Budry, d'Eclépoteux. Ce détenu a déjà subi 24 ans de sa peine, il est le plus ancien pensionnaire de la Maison de force. Le directeur du Penitencier et le président du Tribunal d'Oron prévisaient pour une réduction de peine, qui permettrait une libération conditionnelle; par contre, le procureur général fait opposition. Le Conseil d'Etat a déposé également un préavis négatif. Au nom de la commission, M. Jean Chuard, propose une commutation de peine à 30 ans; ainsi Cailliet pourra être mis au bénéfice de la libération conditionnelle.

Il est immédiatement passé au vote au scrutin secret: Bulletins délivrés 184; retranchés 180; majorité 91. La réduction de peine demandée par Cailliet lui est accordée par 119 oui contre 65 non et 6 bulletins blancs.

Suffrage féminin

On reprend la discussion suspendue lundi soir. M. J. Oulevey déclare qu'il n'a pas parlé la veille au nom de la Ligue des femmes patriotes contre le suffrage féminin, mais au nom de l'Association des femmes vaudoises contre le suffrage féminin.

M. S. Schopfer, s'efforçant de réfuter quelques arguments des partisans du vote féminin, déclare notamment qu'il ne s'agit pas d'une question de justice, puisque une minorité infime de femmes vaudoises réclame l'intégralité des droits politiques alors que l'immense majorité n'en veut à aucun prix. Après avoir soulevé les rires de l'assemblée en dépeignant certaines perspectives à la fois burlesques et terrifiantes ouvertes selon lui par le suffrage féminin, l'orateur critique la proposition Borloz et propose également de repousser les conclusions de la majorité de la commission. Il demande au Grand Conseil de se borner à donner acte au Conseil d'Etat de son rapport.

M. Paul Kuës, contrairement à l'avis de M. de Félise, estime que l'on peut être à la fois libéral et féministe, et il rappelle les services que, pendant la guerre, les femmes ont rendus dans tant de domaines divers. Nous pourrions sans crainte entr'ouvrir la porte au suffrage féminin, comme le propose M. Borloz.

M. le Dr Pochon explique pourquoi il votera la proposition Borloz; puis M. Borloz défend encore son amendement. Il ne faut pas oublier que si par aventure il était adopté, c'est le peuple qui serait appelé à en décider en dernier ressort.

M. Louis Bonnard, rapporteur, expose les motifs pour lesquels il se rallie à la proposition Borloz et il relève que le droit d'option locale qui serait réservé aux communes serait exercé par les électeurs masculins: il y a tout à parier que la marche de ce progrès sera très prudente. Si l'on se rallie à la proposition Borloz, M. le rapporteur ne peut pas contre s'associer à la motion Suter reprise par M. Natté: il lui paraît dangereux de franchir d'un seul bond une aussi vaste étape vers l'égalité des droits politiques de l'homme et de la femme.

Après avoir fait l'historique de la question, M. le conseiller d'Etat Thelin déclare que le Conseil d'Etat n'a rien à modifier à son rapport et demande au Grand Conseil d'adopter les conclusions de la majorité de la commission amendées par M. Schopfer, c'est-à-dire sans la promesse qui y a été jointe par la majorité de la commission, car cette promesse concerne la situation civile de la femme. Le Conseil d'Etat combat la proposition Borloz dont l'adoption — du reste fort douteuse — par le peuple aurait pour effet de rompre l'équilibre de la base électorale de notre pays.

M. Thelin expose que l'adoption de cette proposition trancherait aussi la question de l'électorat et de l'éligibilité. En effet, dans une commune à conseil général, les femmes obtiendraient le droit de se faire inscrire au conseil et de participer à l'élection du bureau et des municipalités: ce serait donc admettre *ipso facto* le principe de l'éligibilité des femmes. En conséquence, dans les communes où l'option locale aurait été votée, il pourrait y avoir des femmes municipales, tandis qu'il n'en serait pas de même dans des communes voisines. Quant au sous-amendement de M. Freymond, il nécessiterait la création de toute une organisation électorale impossible à appliquer dans la pratique. Le Conseil d'Etat.

Bourse de Bâle

Actions		clôt.	3
Société de banque suisse.	547	545	—
Chimique el-dév. Sandoz.	1750	1745	—
Industrie chimique.	1425	1425	—
Fabrique de rubans.	270	275	—
Schappe de Bâle.	1400	1420	—
Gaz beige.	16	18	—

Bourse de Genève

Obligations		clôt.	3
5 0/0 Fédéral 1914.	472	472	—
3 0/0 Genevois avec lots.	88	85	—
4 0/0 Autrichien.	—	—	—
4 0/0 Egypte unifiée.	—	—	—
4 1/2 Japon tabacs.	93	94	—
4 0/0 Ottomane, unifiée.	308	308	—
4 1/2 Portugal 1891 Tabacs.	302	302	—
3 1/2 Jura-Simplon.	35	35	—
3 0/0 Lomb. et Sud-Autriche anc.	304	305	—
4 0/0 Soc. financ. franco-suisse.	—	—	—

Bourse de Lausanne

Obligations		clôt.	3
5 0/0 Fédéral 1914.	472	472	—
3 0/0 Genevois avec lots.	88	85	—
4 0/0 Autrichien.	—	—	—
4 0/0 Egypte unifiée.	—	—	—
4 1/2 Japon tabacs.	93	94	—
4 0/0 Ottomane, unifiée.	308	308	—
4 1/2 Portugal 1891 Tabacs.	302	302	—
3 1/2 Jura-Simplon.	35	35	—
3 0/0 Lomb. et Sud-Autriche anc.	304	305	—
4 0/0 Soc. financ. franco-suisse.	—	—	—

Bourse de Paris

Actions		clôt.	3
Crédit Suisse.	530	532	—
Aluminium.	1420	1427	—
Brown-Boveri.	—	925	—
Electrobank.	—	—	—
Lombard.	—	—	—
Lyonnais.	1478	1481	—
Atchafon Topeka.	—	—	—
Métropolitain.	436	439	—
Nord Espagne.	—	—	—
Suez.	6325	6210	—
Cables télégraphiques.	627	615	—
Caoutchouc.	128	126	—
Malakka Rubber.	114	112	—
Bakou.	8210	8140	—
Naphte-Russe.	428	425	—
Rio Tinto.	1535	1510	—
Comp. Coper.	45	44	—
Utah Copper.	705	692	—
Tharsis.	163	150	—
Spassky.	96	95	—
Bor prior.	696	695	—
Chartered.	628	609	—
De Beers.	48	48	—
Goldfields.	48	48	—
Randmines.	119	116	—
Hotchkiss.	810	805	—
Brasils act.	—	—	—

SPECTACLES-CONCERTS
CONFÉRENCES-SOCIÉTÉS

GRAND THÉÂTRE
(Direction: Paul TAPIE, 2e année)

Mardi 4 mai 1921, à 8 h. 1/2 du s.
GRAND CONCERT

donné par la célèbre artiste
Maria KOUSNEZOFF
de l'Opéra de Paris
et du Théâtre Impérial de Pétersbourg et
Georges POSENKOWSKY
1er ténor du Théâtre Impérial de Pétersbourg

Ouvrages en français, russe et italien.

KURSAAL DE LAUSANNE

Semaine de clôture. Dernières représentations

Tous les soirs, à 20 h. 30

Jeu 5 mai (Ascension) et dimanche 8 mai

Deux dernières matinées à 14 h. 30

Le plus gros succès de l'année :

Le Mariage de l'Assesseur

pièce vaudoise à grand spectacle en 5 actes et

9 tableaux de J. Monnet et R. Tissot.

(Suite de Parry, Gragnuz et l'Assesseur à

l'Exposition de Paris).

Décor nouveaux. Costumes spéciaux.

Le baryton Larday, 4 ballets.

Location magasin de tabacs Hipp, Grand-Pont 10.

Téléphone 22.90.

Dimanche 8 mai, à 20 h. 30 : 22e et irrévoca-

blement dernière représentation. 5252

Maison du Peuple Vendredi 6 mai 1921

à 20 h. 15 min.

Soirée musicale et littéraire

organisée par le

Groupe romand de la Fédération suisse des

aveugles en faveur du Fonds Dufour

Billets à fr. 3.—, 2.— et 1.— chez Fetsch. 5098

Armée du Salut - Lausanne

FÊTE DE L'ASCENSION

Jeu 5 mai

SALLE DE TIVOLI

Rassemblement - Démonstration

présidée par le

Lieut.-Commissaire et Mme PEYRON

accompagnés par les officiers d'Etat-Major et du

Champ de bataille de la Suisse romande.

Réunions 10 heures - 15 heures et - 20 heures.

13 h. 30. Démonstration de Jeunesse

Nombreuses fanfares et chorales.

VEZ-TOUS

Dimanche 8 mai : SALLE DE TIVOLI

Le chef d'Etat-Major de l'Armée du Salut

Toute la journée.

Musée cantonal des Beaux-Arts

Réouverture le **VENDREDI 6 MAI,**

à 10 heures.

Vente de chicorée

Le samedi 7 mai 1921, à 11 heures du matin, à la

Rue du Lion d'Or 4, à Lausanne, l'Office des Poursuites

soussigné vendra en première enchère et au

comptant :

Env. 5000 kg. chicorée des Trappistes, taxés

fr. 3000.—

Lausanne, le 2 mai 1921.

L'Office des Poursuites de Lausanne :

H. Reymondin, empl.

Vente d'un tapis Aubusson

Le samedi 7 mai 1921, des 9 heures du matin, sous

la Gravelle, à Lausanne, l'Office des Poursuites

soussigné vendra au comptant, en deuxième en-

chère et au plus offrant :

Un tapis aubusson, taxé fr. 12.000.—.

Lausanne, le 2 mai 1921.

L'Office des Poursuites de Lausanne :

H. Reymondin, empl.

Office des poursuites

Vente de cuirs

Le vendredi 6 mai 1921 des 14 heures, dans les

entrepôts de la maison Véron, Grauer & Cie, rue

des Buis 12, à Genève, aura lieu la vente aux en-

chères publiques et au comptant de :

15 ballots cuir, soit 2009 kilos, mise à prix fr. 4.—

le kilo.

4 caisses cuir, soit 15 douzaines peaux vachettes, repré-

sentant 455 kilos, mise à prix fr. 12.— le kilo.

3 ballots peaux basanes, soit 97 douzaines, repré-

sentant 890 kilos, mise à prix 75 centimes le pied.

4 caisses chevreau, soit 182 douzaines, repré-

sentant 15227 pieds 6, mise à prix fr. 2.20 le pied.

8 ballots peaux basanes, soit 167 douzaines, repré-

sentant 17326 pieds, mise à prix 75 centimes le pied.

6 caisses peaux veaux blancs, soit 959 kilos,

mise à prix fr. 12.— le kilo.

Le même jour, des 16 heures, dans les entrepôts

de la maison Vélocitas, rue des Pâquis 43 :

11 caisses peaux chromées noires pour empiègne

ou belle doublure, soit 302 douzaines, représentant

2458.1 kilos, mise à prix 80 centimes le pied.

11 peaux vachettes, soit 198 kilos 200 gr. mise à

prix fr. 3.— le kilo.

15 ballots moutons noirs glacés à doublures, soit

361 douzaines, représentant 29930 kilos, mise à

prix 40 centimes le pied.

Pour l'Office : G. Mottier, huissier.

5212

A VENDRE

3 presses excentriques Boral. Profil de 20-40 et 60

tonnes à volant. Bon état.

1 moteur électrique 20 HP., Oerlikon, 220 volts, 50

périodes, 1400 tours, démarreur à l'huile, tableau

compteur et interrupteur. Bon état de marche.

1 perceuse électrique Oerlikon à main, 220 volts,

avec socle pour perceuse sur socle.

1 meuleuse électrique Oerlikon, 220 volts, pour

tour.

Conditions avantageuses. Offres écrites sous V.

5273 L. à Publicitas, Lausanne.

Hotel Schweizerhof

Kandersteg

Ouverture

8 mai

Bains de Passugg
sur Coire
Ouverture le 10 mai.

MAISON

Petite Blonde

Le plus bas prix du jour !
le plus grand choix

et les meilleures qualités

Nos tissus garantis anglais, tous nos

stocks seront vendus avec grande baisse.

Tissus de coton voile (éponge), 1.45

gabardine lainette, depuis le m.

Couturiers.

Tailleurs à disposition à bas prix.

S. FREIDENREICH.

Haldimand 8, au 1er

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Comprenez bien

voire propre intérêt

en ne concluant aucun achat d'automobile

avant d'avoir demandé les offres, et rense-

ignements, complets et détaillés

sur la voiture la plus

économique :

"CHEVROLET"

ou sur la

6 cylindres Rationnelle

"OAKLAND"

Offres, renseignements et démonstrations

vous sont offerts, sans aucun engagement

anticipé de votre part, par

L'AGENCE EXCLUSIVE

Garage des Eaux-Vives S. A.

GENÈVE

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Société suisse d'assurance

contre la grêle

Reserves disponibles Fr. 9,568,058.25

Indemnités payées en 1920 Fr. 1,570,076.80

Indemnités payées depuis la fondation de la Société

Fr. 24,444,568.70

Les assurés de l'année dernière qui n'ont pas dé-

claré leur contrat de sociétaires, aux termes de

l'art. 8 des statuts, sont invités à renouveler leurs

assurances dans le délai prescrit par l'art. 27 des

conditions.

Les sociétaires sont particulièrement rendus at-

tentifs au fait que la garantie de la société, ad-

optée par l'art. 13 des conditions, pour des domma-

ges pouvant survenir au printemps, avant la con-

clusion de la nouvelle assurance, est limitée à

l'époque avant le 31 mai. Cette garantie s'étend à

toutes les cultures à l'exception des fruits, des bé-

taignes, des betteraves à fourrage et des betteraves

à sucre.

Suivant l'alinéa 7 du dit article 18, tous les dom-

mages survenant après le 30 mai ne sont pas con-

sidérés indemnisés que si, à l'époque où la chute de

grêle a eu lieu, la nouvelle assurance était déjà en

vigueur en vertu de l'art. 7 des nouvelles statuts.

Société suisse d'assurance contre la grêle.

Le Directeur : R. LUTZ.

Nous vous recommandons nos agents énumérés

ci-dessous, qui vous donneront tous les renseigne-

ments désirés et feront tout le nécessaire pour la

conclusion de votre assurance.

Bez : Jacot, W., Agent d'affaires patenté ;

Aubonne : Jaquet, Emile, Agent d'affaires pa-

tenté ;

Cossigny : Guilbert, J., bureau d'assurances ;

Ecublens : Longchamp, L., greffier de paix ;

Grandson : Beausire-Mitlani, A. Veuve ;

Romanel S. Lausanne : Delarage, Henri, insti-

tuteur ;

Riez : Lavanz-Vallon, Albert, propriétaire, vit-

iculteur ;

Morges : Demareux, H. percepteur ;

Moudon : Bette-Pahud, Elise, Mme, négociante ;

Nyon : Fontolliet, L., agent d'assurances ;

Orbe : Bernard, Gustave, agent de banque ;

Orbe : Pilet, Agence B. C. V.

Payerne : Nicol, Ernest, greffier de paix ;

Rollin : Eperon, Louis, notaire ;

Vevey : Demierre, Auguste, régisseur ;

Yverdon : Eternod, H. négociant.

5251

Lac de Genève

Villas à vendre

A côté du Parc des Eaux-Vives : à 1 km. de la ville,

maison de 12 pièces, très confortable, parc de

33,000 m., beaux ombrages.

MONTAIGRE : à 2 km. Jolie villa moderne de

10 pièces, chauffage, salle de bains, distribution

d'eau chaude, salle de billard, garage, arrêt du

tram, jardin. Libre de suite.

MONTAIGRE : Superbe propriété, maison de style

de 15 p., très confortable, port, parc de 12

hectares.

CORSIER : à 8 km. de Genève, maison moderne de

10 pièces, campagne de 20,000 mètres, proche

du tram et du débarcadère, port, garage.

CHAMBESY : à 2 km. de la ville, belle villa de

10 pièces, dernier confort, vue magnifique,

jardin de 2300 m., bien planté, garage.

PREGNY : à 2 km. de la ville, à côté du Parc de

l'Arrière, à vendre à des cond. exceptionnelles

ment avantageuses, maison de style de 12 pié-

ces, très confortable, parc de 8000 m., nombreux

arbres fruitiers, écurie, garage, logement pour

jardinier.

Pour tous renseignements et pour visiter, s'adr.

à Régie E. et B. Naef, 18 Corratier, Genève.

5213

Ateliers de constructions mécaniques

DE VEVEY S. A.

Le dividende de l'exercice 1920 est payable dès

le 2 mai 1921 contre remise du coupon N° 17, aux

domiciles suivants :

Credit du Léman, Vevey ;

de Palézieux & Co. Vevey ;

Union de Banques Suisses, Lausanne et Vevey ;

Comptoir d'Escompte de Genève, Lausanne ;

Caisse de la Société.

Jolie villa au bord du lac à vendre

à Lutry-Lausanne, 8 pièces de maîtres, grand jar-

din clos, grève, garage à auto et à bateaux, port,

etc. S'adresser Edmond de la Harpe, Vente d'im-

meubles, Bourg 33, Lausanne.

5207

ALTITUDE 830 m. 5196

entourées de vastes forêts

Cures

d'eau
de bains
de régimes

Prix réduits en mai et juin.

PROSPECTUS
par le Bureau de renseignements.

Ch. de fer électriques veveysans

L'horaire de l'été 1920 a été remis en vigueur le

1er mai 1921.

Départs de Vevey pour les Piérolles à :

7 h. 30 9.00 11.15 13.40 15.15 18.04

Départs de Les Piérolles pour Vevey à :

8.45 10.55 12.31 16.30 17.45 19.30

La circulation des marchandises commence. 5218

Caisses enregistreuses
"AMERICAN"

derniers modèles, travaillant automatique-

ment sans moteur électrique. Livrables de

suite. Prix avantageux. 5215

Réparations de tous systèmes

H.-G. KAEGER, 27, Bd. Georges Favon, Genève.

Téléphone 10025

Scheidegger & Dethiollaz

LAUSANNE

Rue du Midi 5. - Rue du Petit-Chêne

Téléphones : 43.06. - 43.26

CHANGE

de monnaies et billets de banque étrangers.

Chèques sur toutes les principales villes du globe

Toutes opérations de banque

Département voyages.

Billets de chemins de fer étrangers au cours du

change. 15248

Voyages maritimes. - Expédition et assurance de

bagages, etc.

VENTE RECLAME

Mouchoirs p. dames, coton blanc uni 1.50

Mouchoirs p. dames, batiste, pur fil 4.80

Mouchoirs p. dames, batiste, pur fil 2.70

Mouchoirs p. dames, batiste, pur fil 2.70

LES DERNIERES NOUVELLES DE LA NUIT

Les faits du jour

La crise est passée. Une fois de plus l'Entente est sauvée. Hier, le *Temps* lui-même ne cachait pas son mécontentement. Il reprochait, avec quelque raison, à la diplomatie britannique d'avoir couru le risque, il allait jusqu'à l'accuser d'avoir conduit l'Entente dans l'impasse où elle se trouvait.

Il concluait :
En somme, depuis deux ans au moins, il y a deux politiques des réparations : d'une part, la politique française, rude en apparence, humaine et pacifique au fond, qui tend au paiement rapide et à la paix continentale dont la France a besoin ; et d'autre part la politique anglaise, que nous nous abstentions d'approuver. Le contraste persiste actuellement à Londres, et l'on verra les fruits du nouveau retard que la France est obligée de subir.

Puisse-t-il faire instruire l'opinion mondiale, à la fois instruite.

Mais il y a bien longtemps que l'opinion mondiale est instruite.
Hier donc, la crise était aigüe. Aujourd'hui, heureusement, les nouvelles sont rassurantes. M. Briand est sorti sans trop de dommages d'une situation particulièrement scabreuse. Une méthode unique est enfin adoptée et si elle a l'inconvénient d'avoir causé un nouveau retard dans l'exécution des sanctions, elle a l'avantage d'être, au point de vue économique, beaucoup plus précise que ses devancières. Le système adopté lie l'Allemagne non plus seulement aux Alliés mais aux neutres puisque la mobilisation de la dette est assurée sous forme d'obligations du Reich qui peuvent être placées sur le marché mondial. Si donc l'Allemagne, constate l'agence Havas, fait défaut à ses engagements, elle compromettra irrémédiablement son crédit dans le monde.

D'autre part la taxe sur les exportations est élevée de 12 à 25% et les versements que l'Allemagne doit faire sont à brève échéance.

On constate donc que le Reich n'a rien gagné à engager.

La réponse des Etats-Unis, dont on possède le texte intégral, est catégorique. Il y est clairement dit que le gouvernement de Washington considère insuffisantes les propositions allemandes. Il y est également déclaré que les Etats-Unis ne se feront en aucun cas les porte-parole de l'Allemagne.

Il reste à savoir quel rôle va jouer l'adoption de la résolution Knox déclarant le rétablissement de l'état de paix. Les journaux allemands en poussent des cris de joie, mais cette joie n'a pas l'air bien assurée.

Le Reich va-t-il se décider à faire, in extremis, des propositions acceptables ou laissera-t-il jouer les sanctions ?

Dans un cas comme dans l'autre, les Alliés sont maintenant prêts. Le plan militaire et naval qu'on expose le maréchal Foch et l'amiral Beatty est clair. La mobilisation française s'effectue normalement et M. Briand navigue vers la France. Retour point triomphal, sans doute, mais les vacances de la Chambre lui permettront de se reprendre et de justifier à tête reposée sa politique.

Le grave problème qui se posait aux ministres alliés les a contraints à négliger le sort de la Haute-Silésie dont on devait s'occuper à Londres. Elle se rappelle le souvenir des puissances. Des troubles paraissent graves viennent d'y éclater. Jamais depuis le plébiscite le pays n'a joui d'un calme même relatif. Il est étonnant de franchir la question avant qu'elle tourne au tragique et de déterminer enfin la part de chacun des deux Etats rivaux. L'intense propagande allemande et ses déclarations réitérées d'exiger toute la Haute-Silésie ont fini par mettre le feu aux poudres.

Les réparations

SATISFACTION FRANÇAISE

Paris, 3 mai.
La nouvelle du rappel de la classe 19 a été accueillie avec un calme absolu par la population ouvrière parisienne.

La presse se félicite de la tournure prise lundi par la conférence de Londres et rend hommage unanimement à M. Briand, pour sa souplesse, sa fermeté, son habileté et sa ténacité, grâce auxquelles il sauvegarde les intérêts de la France. Elle approuve généralement les concessions faites par le souci de maintenir intact le bloc des Alliés.

Les journaux remarquent d'ailleurs que ces concessions permettent à la France de voir enfin reconnaître la plénitude de la dette allemande.

Les résolutions adoptées aux conseils généraux continuent à affirmer l'unité de l'opinion française touchant la question des réparations. Presque tous les conseils généraux votent des ordres du jour invitant M. Briand à poursuivre sa politique énergique et décisive.

L'ATTITUDE DU COMTE SFORZA

Londres, 3 mai.
Selon le *Times*, lundi, lors de la réunion du comité de rédaction, le comte Sforza a appuyé M. Briand quand celui-ci a demandé que la note à l'Allemagne fût rédigée en termes énergiques, tandis que lord Curzon avait tendance à les atténuer. Au Conseil suprême, le comte Sforza a parlé en faveur de la France, soutenant le bien-fondé de ses revendications.

L'OCCUPATION DE LA RUHR

Berlin, 3 mai.
On mande de Dusseldorf au *Berliner Lokal Anzeiger* que des poteaux indicateurs faciliteraient la marche en avant des troupes devant occuper le territoire de la Ruhr. Plusieurs centaines de logements seraient déjà prêts à recevoir les officiers français. D'autre part la ville de Dusseldorf a reçu l'ordre de faire le nécessaire en vue de la construction d'une caserne destinée aux troupes françaises d'occupation.

LA REPONSE DES ETATS-UNIS

Londres, 3 mai.

M. Briand a connu mercredi la réponse du gouvernement américain à la note allemande. La netteté du ton de cette réponse est très favorablement commentée dans les milieux français de la conférence.

L'INTERET DES COMMUNES

Londres, 3 mai.

A la Chambre des Communes, M. Chamberlain répond à une question sur les travaux du Conseil suprême. Il expose brièvement les questions examinées le matin et les décisions prises.

A la question : « Le gouvernement a-t-il reçu officiellement des propositions allemandes ? » il répond : « Aucune proposition n'a été officiellement présentée au Conseil suprême. »

Demande : « Y a-t-il des mesures militaires prises par le gouvernement pour la mobilisation de la marine et quelles dépenses ont été faites et seront faites avant les débats de jeudi ? »

M. Chamberlain répond négativement.

LES MESURES MILITAIRES

Londres, 3 mai.

(Officiel.) La Conférence interalliée s'est réunie à Downing Street à 11 h. Elle a examiné avec le maréchal Foch, l'amiral Beatty, le vice-amiral Grasset, chef d'état-major de la marine française, le général Maglin, chef d'état-major de l'armée belge, le colonel Mariotti (Italie) et Watanabe (Japon), les mesures militaires et navales à prendre éventuellement contre l'Allemagne si elle continue à se soustraire à ses obligations.

Une série de mesures ont été arrêtées pour l'occupation de la Ruhr. Le plan a été approuvé.

LA SEANCE DE MERCREDI MATIN

(Sp.) Londres, 3 mai.

De l'envoyé spécial de l'agence Havas : La séance du Conseil suprême s'est terminée vers 13 h. Le maréchal Foch a exposé avec clarté les conditions de l'occupation éventuelle de la Ruhr avec la collaboration de toutes les forces alliées. Dès que les contingents français non encore appelés seront rassemblés à pied d'œuvre, la manœuvre pourra se faire automatiquement. Le plan militaire a été adopté sans aucune modification.

L'amiral Beatty et le vice-amiral Grasset ont exposé les opérations navales qui, outre l'occupation de la Ruhr, pourront être exécutées par les deux flottes. Les opérations envisagées prévoient soit le blocus de l'Allemagne, soit l'occupation de Hambourg avec la coopération des forces de terre.

Aucune modification n'a été apportée au texte de la résolution du Conseil suprême qui sera publiée après la dernière réunion de celui-ci et dont on connaît déjà les grandes lignes.

De leur côté, les experts financiers achevaient la rédaction du memorandum sur les conditions et les garanties du paiement de l'Allemagne que la commission des réparations va notifier à l'Allemagne dans les quatre jours.

Le Conseil suprême a adressé un télégramme à l'Amérique pour l'inviter à se faire de nouveau représenter dans les conseils interalliés, Conseil suprême, Conférence des ambassadeurs, Commission des réparations.

Le Conseil suprême devra encore approuver le programme financier puis il se séparera.

M. Briand quittera probablement Londres mercredi matin.

Le Conseil suprême a été mis au courant du résultat des sanctions économiques prises précédemment et il a pu constater leur succès. En effet, les recettes de la ligne douanière rhénane ont atteint en un mois la somme de 150 millions de marks-papier, ce qui équivaut à 500 millions de marks-or par an.

CELLE DE L'APRÈS-MIDI

ACCORD COMPLET

Londres, 3 mai.

(Officiel.) La conférence du Conseil suprême s'est encore réunie en séance mardi après-midi de 15 h. à 20 h. Elle est parvenue à un accord complet sur le fond de la communication des Alliés à l'Allemagne. Une commission de rédaction préparera le texte de ce document.

(Sp.) Londres, 3 mai.

L'envoyé spécial de l'agence Havas communique :

« Le Conseil suprême a levé sa séance à 20 h. après avoir décidé de convoquer à Londres M. Louis Dubois, président de la Commission des réparations, et MM. Delacroix, Salvago Raggi et sir John Bradburn, membres de cette commission à disposition. La Commission venant siéger à Londres pourra prendre des décisions conformément au plan du Conseil suprême et des clauses du traité de Versailles. Cette procédure permettra de notifier dans le délai prévu, c'est-à-dire jusqu'au 10 mai, les modalités de paiement de l'Allemagne. »

Dans la séance de mardi après-midi on a encore mis au point les détails de la partie technique du projet, tels que les attributions du comité de garantie, le type des obligations qui seront variables, etc. Une autre réunion aura lieu mercredi dans la journée pour l'enregistrement du protocole qui doit être communiqué à l'Allemagne. L'accord est complet. »

L'Italie et les Tyroliens

Bozen, 3 mai.

Un manifeste du commissaire civil général Credaro condamne les provocations faites à l'égard de la population germano-tyrolienne et déclare qu'il usera de toute son influence personnelle afin que satisfaction soit donnée aux Allemands du sud et du Trentin, et pour que toute envie soit enlevée aux autres fascistes de bombarder avec des grenades à main des gens qui vivent paisiblement.

D'après *Ridny Kray*, M. Glauber, professeur à la Faculté de médecine d'Odessa, et son assistant se sont suicidés en laissant le billet suivant : « Nous nous rendons dans un autre monde, où il n'y a pas de famine. »

Paris, 3 avril.
La Banque française pour le Brésil s'est déclarée en faillite.

Bulletin téléphonique DE PARIS

(Service spécial de la Gazette de Lausanne)

LA VICTOIRE DIFFICILE

L'accord de principe réalisé hier n'a pas été parachevé aujourd'hui. Ce retard est imputable aux experts financiers, qui n'ont pu terminer leurs travaux en temps utile. Mais, pendant que ceux-ci préparent des conclusions et établissent des chiffres que le Conseil suprême discute et étudie autour du tapis vert, le gouvernement français prend toutes ses dispositions pour que l'occupation de la Ruhr puisse commencer dès l'expiration des délais fixés par l'ultimatum.

Comme nous le disions hier, M. Briand n'a remporté qu'un demi-succès, mais l'essentiel n'était-il pas de maintenir solide le bloc de l'Entente et d'obtenir l'unanimité pour l'application des sanctions ? Ce but a été atteint. Dès lors la satisfaction de la presse française s'explique fort bien.

Par la force des choses et par la faute de l'Allemagne on est revenu au traité de Versailles que l'on avait tourné, pour ne pas dire plus, aux dernières conférences de Londres et Paris. La commission des réparations reprend son rôle, et sans doute, dans sa retraite, M. Clemenceau doit sourire derrière sa grosse moustache gauloise.

Il semble, comme le remarque M. Gauvain dans le *Journal des Débats*, que le Conseil suprême ait éprouvé hier la tentation de retomber dans son ancien péché. Quelques-uns de ses membres auraient voulu substituer une combinaison du Conseil à l'état de paiement de la commission des réparations. Ces personnes sont possédées de la manie de sortir du traité de Versailles pour s'engager dans le maquis où montent la garde les gens d'affaires plus ou moins directement intéressés dans la grande industrie allemande. Dès qu'on veut exercer sur l'Allemagne une pression efficace, tous ces gens, qui ont des accointances à New-York, en Italie, en Russie et ailleurs, mobilisent leurs démarcheurs près des gouvernements, et trop souvent les membres des gouvernements n'ont pas le courage de leur fermer la bouche. Ils ont tort. L'opinion publique ne sympathise nullement avec les gens, si puissants qu'ils soient, qui n'ont qu'une patrie d'occasion et chez qui le sentiment de l'intérêt général est obscurci par la préoccupation de la prospérité des consortiums, cartels et autres organisations cosmopolites.

En dépit de ces pressions, M. Lloyd George a réagi ; et s'il n'a pas fermé la bouche à ses financiers, il leur a montré qu'il entendait être maître de diriger la politique anglaise, puisqu'il en supportait toutes les responsabilités.

France et Vatican

(P.T.S.) Rome, 3 mai.

L'organe catholique *le Corriere d'Italia* apprend qu'au sujet de retour de Londres, M. Briand nommera le nouvel ambassadeur français auprès du Vatican, afin de donner satisfaction à la majorité de la Chambre, qui désire, malgré l'opposition des radicaux au Sénat, la reprise aussi prompte que possible des relations avec le Vatican. Le gouvernement n'a pas besoin d'une autorisation parlementaire pour cette nomination. Un parlementaire distingué est envisagé pour ce poste.

La Constitution de Malte

(P.T.S.) Rome, 3 mai.

La nouvelle constitution autonome a été proclamée à la population de l'île de Malte par le gouverneur britannique, lord Plumer. La nouvelle administration de cette île comprendra une Chambre avec 32 députés, un Sénat avec 17 membres et 7 ministres, tous élus par le peuple. La langue italienne est reconnue langue officielle. A l'école, la langue italienne et la langue anglaise sont traitées de façon égale.

La bombe éclata

Barcelone, 3 mai.

Une explosion s'est produite dans un logement situé au 4e étage d'une maison de la banlieue. L'explosion a détruit les parois et tout le mobilier ; quatre hommes et une femme ont été blessés gravement. Un autre homme s'est jeté par la fenêtre et s'est tué. L'enquête a établi qu'il s'agissait d'extrémistes qui fabriquaient des bombes. Tous les blessés sont des jeunes gens n'ayant pas 20 ans. La femme qui avait été blessée a succombé.

La France en Asie-Mineure

Londres, 3 mai.

On mande de Constantinople au *Times* que l'assemblée d'Angora aurait discuté le traité franco-italien. Elle aurait élevé des objections en ce qui concerne la position de maintenir des troupes françaises en Cilicie après la mise en vigueur du traité et contre la proposition visant l'établissement d'une gendarmerie mixte.

Par contre, l'assemblée aurait accepté la nomination d'un nombre limité d'officiers français en qualité d'instructeurs de la gendarmerie.

L'assemblée aurait accepté les stipulations du traité, relatives à la frontière septentrionale de la Cilicie.

Russes et Ukrainiens

Berne, 3 mai.

(B. P. Ukr.) Suivant les dispositions prises par le gouvernement russe des soviets, les prisonniers de guerre ukrainiens se trouvant en Allemagne et en Tchéco-Slovaquie doivent être transportés en Russie et non en Ukraine.

D'après *Ridny Kray*, M. Glauber, professeur à la Faculté de médecine d'Odessa, et son assistant se sont suicidés en laissant le billet suivant : « Nous nous rendons dans un autre monde, où il n'y a pas de famine. »

Haute-Silésie

NOUVEAUX TROUBLES

L'agence Wolff communique les dépêches suivantes touchant des événements qu'elle qualifie d'insurrectionnels :

Beuthen, 3 mai.
Mardi matin de bonne heure des insurgés armés ont fait leur apparition ; ils ont occupé les places publiques et arrêté la circulation des piétons. Des soldats français parcourent la ville. Des tanks ont été placés aux croisements des tramways. Le drapeau polonais a été hissé sur l'hôtel Lomnitz, quartier général de Korfantius.

Kattowitz, 3 mai.
Après une fusillade très nourrie, les insurgés sont parvenus à occuper les baraques des fonctionnaires qui s'y trouvaient. Un détachement d'insurgés pénétra dans les bâtiments de la direction de police qui, une heure après, fut délivrée par un capitaine français. Les bureaux de la rédaction du *Journal Volkswillen* ont été détruits par des grenades à main. Parmi les rebelles on remarque des soldats de l'armée de Haller. La police bleue des localités allemandes avoisinantes ainsi que les fonctionnaires se sont enfuis. Toutes les communications avec Pless et Rybnik sont coupées depuis lundi soir.

Kattowitz, 3 mai.
Sans se soucier des tanks, les insurgés ont ouvert une vive fusillade dans toute la ville aux environs de 8 heures du matin, fusillade qui paraît durer en dépit de l'état de siège décrété. Le trafic ferroviaire et des tramways a été suspendu. Les insurgés ont fait sauter deux ponts de chemins de fer près de Oberraglau. Kandrzin est tombé entre les mains des insurgés, localité aux environs de laquelle se sont massés 3000 hommes équipés militairement.

Berlin, 3 mai.
D'après un rapport de la direction des chemins de fer, un grand nombre de ponts ont été détruits en Haute-Silésie, notamment sur le réseau de Carlsmarkt, sur celui d'Oppeln, Brieg, ainsi que près de Neustadt. On signale également qu'on a fait sauter deux ponts de chemins de fer aux environs de Ratibor. Les communications téléphoniques avec Kattowitz, Rybnik et Pless sont interrompues.

Oppeln, 3 mai.
Ce matin à 2 h. le pont de Vorfut, construit entre Oppeln et Schopankowitz, a été détruit. Dans la ville d'Oppeln, un grand nombre de vitres ont été brisées.

On mande de Tarnowitz que les insurgés ont pénétré dans la ville durant la nuit dernière, où ils ont commencé une vive fusillade. La cavalerie française est aussitôt en action et dispersa les insurgés. Au cours de cette opération il y eut deux morts et plusieurs blessés.

On mande de Ratibor à la *Tagesliche Rundschau* que les ponts du réseau de Leobschütz-Beuthen ont été détruits par les insurgés.

Berlin, 3 mai.

Les représentants allemands à la commission interalliée à Oppeln ont protesté contre les incidents de Haute-Silésie.

Beuthen, 3 mai.

Vers 5 h. du matin, mardi, toutes les issues de la ville furent occupées par une troupe d'insurgés munis de mitrailleuses. Ils parvinrent à se maintenir près d'une heure, mais les Français ayant attaqué les repoussèrent. Vers midi, une auto portant plusieurs officiers français supérieurs s'arrêta devant l'hôtel Lomnitz, siège du commissaire polonais. Peu après le drapeau polonais fut amené. La ville a repris son aspect ordinaire. Seuls de nombreux jeunes gens parcourent encore les rues la carabine à la main. Les bâtiments publics sont occupés par la troupe.

Berlin, 3 mai.

Le représentant allemand près la commission gouvernementale interalliée a élevé de véhémentes protestations à la suite des nouveaux incidents et troubles de la Haute-Silésie. A son tour le gouvernement allemand protesta immédiatement auprès de la commission interalliée.

Oppeln, 3 mai.

La commission interalliée communique : La commission interalliée est fermement décidée à maintenir l'ordre sans réserve. C'est pour cette raison qu'elle a décrété l'état de siège pour le district de Beuthen, les villes et les territoires de Pless, Kattowitz, Rybnik, Hindenburg et Ratibor.

Berlin, 3 mai.
Une dépêche de Varsovie au *Berliner Tageblatt* annonce qu'un journal vient de publier une note de M. Korfantius protestant contre l'attribution à l'Allemagne (?) des districts de Rybnik, Pless et d'une partie de celui de Kattowitz.

La commission interalliée est, dit la note, responsable maintenant de ce qu'il adviendra. Si les Polonais sont trompés dans leur confiance, il n'y a plus qu'à faire appel aux armes là où la diplomatie aura échoué.

Chemin de fer pan-américain

Buenos-Aires, 3 mai.

(F. T. S.) Avec l'adhésion de tous les gouvernements du continent américain, la construction d'une ligne de chemin de fer pan-américain, allant de la Terre de Feu jusqu'à l'Alaska a été décidée. Cette construction serait terminée en cinq ans. Un pont géant serait jeté sur le canal de Panama.

Le conflit des zones

Dans sa séance du 29 avril 1921, le Conseil directeur de l'Association française pour la Société des Nations a voté l'unanimité la résolution suivante :
« Le Conseil de l'Association française pour la Société des Nations, conformément à ses principes généraux et au but qu'elle poursuit, émet le vœu que dans le différend actuellement pendante entre la France et l'Alaska au sujet de l'interprétation de l'article 435 du Traité de Versailles, les deux gouvernements, si le commun accord stipulé par cet article ne peut pas être réalisé par voie de négociation directe, s'en remettent à l'arbitrage prévu par l'article 13 du Pacte de la Société des Nations, qui fait partie intégrante du même traité. »

EN SUISSE

SUBVENTION FEDERALE. — Le Conseil fédéral propose aux Chambres fédérales d'octroyer un crédit de 150,000 fr. pour la construction d'un institut destiné à l'étude pratique pour l'élevage des animaux domestiques et qui serait adjoint à la division de l'agriculture de l'Ecole polytechnique de Zurich.

Sismes

Zurich, 3 mai.
De différentes localités des Alpes suisses, on signale de légers tremblements de terre qui se sont produits ces jours derniers. Ainsi, à Sion, le 29 avril à 23 h. 48, et le 30 avril à minuit 12 et 16 h. 58 ; dans le canton des Grisons le 30 avril à 16 h. 32 (Zernotz) et le 1er mai à 2 h. 16. Ces secousses n'ont été enregistrées que faiblement par les sismographes de Zurich et de Coire.

CANTON DE VAUD

EGLISE NATIONALE. — L'un des postes de pasteur de la paroisse d'Orbe est au concours jusqu'au 17 mai.

Fête cantonale de chant

La décoration extérieure de la halle de fête de Beaulieu, décoration conçue comme celle du dernier Comptoir (verdure et fleurs) a été confiée à l'établissement d'horticulture Albert Pittet et Pittet frères S. A. La décoration intérieure, qui comprendra de grands pavillons, des draperies et des trophées d'écussons et drapeaux sera faite par M. Louis Lequatre, tapissier-décorateur ; elle sera complétée par un ensemble de réclames artistiques. Le tout sera combiné de façon à donner au vaste local un aspect avenant et confortable.

Un pont de danse couvert, d'environ 300 mètres carrés (qui sera utilisé pour le bal du lundi 23 mai) agrandira notablement la cantine.

Pour faciliter les sociétés de première division et de division supérieure, dont le concours d'exécution aura lieu au temple de St-François, un plan incliné spacieux avec trempins mobiles pour les directeurs, sera installé devant le chœur.

Les demoiselles et jeunes filles disposées à prêter leur aimable concours pour la vente des « cartes officielles » sont priées de s'inscrire auprès de M. Mammillod, président de la sous-commission, bureau de la Securitas, Petit-Chêne, 3.

Fievre aphteuse

Le nombre total des communes contaminées est à ce jour de 14 avec 33 étables, 252 bovines, 84 porcines, 15 caprines et 3 ovines (y compris *Cristier*, contaminé pour la première fois avec une étable 14 bovines et 4 porcines.)

CHRONIQUE LOCALE

Conseil communal

Séance de mardi 3 mai 1921.

Présidence de M. B. MÉAN, président.

Une pétition de Vennes-La Sallaz demandant qu'il soit pris des mesures pour lutter contre les taupes qui font des ravages dans les cultures, est renvoyée à une commission.
M. Méan, président, rappelle la carrière de l'ancien syndic Louis Gagnaux et invite l'assemblée à se lever pour honorer sa mémoire.

Le gros morceau de la séance a été le préavis municipal relatif aux traitements du corps enseignant lausannois et des congrégations scolaires. La commission — dans laquelle on avait peut-être eu le tort de mettre deux professeurs, par conséquent des gens plus ou moins intéressés — s'est divisée en majorité et minorité. On a fait de la surenchère électorale, malgré l'avis de la Municipalité qui déclarait que ses propositions allaient à l'extrémité des possibilités financières et des concessions. D'un côté MM. F. Flaux, rapporteur, Ch. Secretan et Ami Pflüger ont soutenu les propositions de la commission. D'autre, MM. Paul Decker, Numa Rochat et deux socialistes, MM. E. Gugli et Léon Borel, ont aggravé ces propositions.

En résumé, la dépense qui incombera à la commune du fait des augmentations de traitements sera de 210,670 fr., si l'on s'en tient au préavis municipal et de 269,670 francs, soit 59,000 fr. de plus, si l'on adopte les propositions Decker et consort.

Ces messieurs proposent, outre des minima plus élevés pour les institutrices, que les augmentations soient *bisannuelles*, tandis que la Municipalité proposait qu'elles soient *trisannuelles*.

Ces traitements minima seraient les suivants, d'après les propositions formulées.

	Préavis	Propos. Decker
Maitresses freibelliennes	3600	3900
» prim. supér.	5200	5500
» urbaines	4400	4700
» de trav. à l'alg.		
» (1 heure)	130	145
» classe spéciale	4600	4900
Veuves ou charg. de fam.	4700	5000

Il y a divergence également sur les traitements des maitresses de l'Ecole supérieure et du Gymnase des jeunes filles.

Les traitements des congrégations ont fait aussi l'objet de longues discussions. La minorité propose de réduire les propositions municipales de 20 fr. par classe. L'exécédent de dépenses serait encore de 6410 fr. au lieu de 11,310 fr.

MM. Flaux et Decker ont donné lecture de leurs rapports, puis la discussion est ouverte par articles.

Les art. 1 et 2, de portée générale, sont adoptés. On passe à l'art. 3 (traitements). Sur la question de la transformation des augmentations trisannuelles ou bisannuelles, M. Numa Rochat appuie cette proposition, tandis que M. Ami Pflüger la combat. M. le syndic Maillefer expose ce qui s'est passé et comment la Municipalité et le corps enseignant sont tombés d'accord après de nombreux pourparlers. Il combat énergiquement les propositions dissidentes d'une partie de la commission. M. Ch. Gilhiron remercie M. Maillefer de ses renseignements ; il propose à la minorité de faire du batage électoral et ne craint pas l'appel nominal (ont ou n'ont pas). M. Decker réplique ; M. Louis Bourgeois signale la situation pénible de ces professeurs qui ont des heures de corrections et de préparation à côté de leurs leçons. On accorde les augmentations bisannuelles pour les institutrices ; et M. Decker abandonne ces augmentations-là pour les institutrices. M. Ch. Secretan combat toutes

les surenchères ; et rappelle la situation budgétaire. Le coût de la vie tend à baisser ; ce n'est pas le moment d'after plus loin que les propositions municipales.

On repousse à une grosse majorité les propositions Decker et Cie augmentant les traitements des institutrices primaires. On passe à l'Ecole supérieure, MM. Numa Rochat, Decker, Oscar Rapin parlent pour les augmentations de 500 fr. aux maitresses. Elles sont repoussées. On vote les propositions de la commission en ce qui concerne les traitements des maitres du Gymnase de 260 à 310 fr. suivant les branches enseignées. Le règlement ainsi amendé est adopté.

On passe aux salaires des congrégations. Ces derniers ne sont certes pas lésés, dit M. Pflüger au nom de la minorité ; il ne serait pas logique qu'ils soient mieux traités que les institutrices. Prennent la parole MM. Maillefer, syndic, Erb, Mercanton, puis à la votation